

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

21^{ème} année - N° 3678 - Mardi 21 Juillet 2020 - Prix : 200 Fc

Me Fahmi Said Ibrahim dans le viseur du ministère de la justice



SOCIÉTÉ

**Les résidents de Mayotte coincés
à Moroni «refusent de servir
de monnaie d'échange»**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

**Prières aux heures officielles
Du 21 au 25 Juillet 2020**

Lever du soleil:

06h 28mn

Coucher du soleil:

17h 57mn

Fadjr : 05h 14mn

Dhouhr : 12h 16mn

Ansr : 15h 12mn

Maghrib: 18h 00mn

Incha: 19h 14mn



SOCIÉTÉ

2 autobus pour faciliter les recherches des étudiants en gestion de risque

Pour soutenir les étudiants en master de gestion de risque des catastrophes et changements climatiques, le Pnud a remis deux autobus à leur disposition.

Le Pnud a remis deux autobus à la faculté de sciences et de technologie pour accompagner les étudiants en master professionnel en gestion de risques de catastrophes et changements climatiques. Les travaux de recherche de ces derniers ont pour objectif de renforcer les capacités de l'Union des Comores à mieux gérer les risques de catastrophes actuels et réduire les vulnérabilités au changement climatique. Cette contribution va permettre aux étudiants d'effectuer leurs recherches sur le terrain



Remise de 2 bus aux étudiants en master 2 par le PNUD

afin de se doter des compétences requises.

« Ce master a été mis en place dans le cadre du projet « renforcer

la résilience des Comores à gérer les catastrophes liées à la variabilité et au changement climatique, un projet géré par la direction généra-

le de la sécurité civile », déclare Ahamada Salim Badawi, le secrétaire général de l'Université des Comores, avant de préciser que « ce master débuté en janvier 2019, regroupe aujourd'hui 30 étudiants. Le master en question a connu des difficultés ainsi que de retards importants dans le décaissement des fonds alloués mais, malgré tout, il a été riche en réalisations ».

De son côté, le représentant résident adjoint du Pnud, Titus Osundina a insisté une fois de plus sur l'engagement du Pnud à accompagner les Comores à l'horizon 2030 plus particulièrement dans le système éducatif. Par là, en cette période des fortes perturbations climatiques où les petits États insulaires en développement sont menacés

par plusieurs aléas climatiques, le Pnud en partenariat avec le Fonds pour l'Environnement Mondial (GEF) accompagne le ministère de l'intérieur à travers la direction générale de la sécurité civile pour aider les Comores à y faire face. « L'objectif de ce programme est de renforcer les capacités d'adaptation des institutions nationales et des communautés pour la gestion des risques de catastrophe et de réduire leur vulnérabilité en mettant l'accent sur la prévention et la préparation », avance-t-il. Actuellement, le Master compte 34 étudiants.

Andjouza Abouheir

FOOTBALL

Les Madrilènes renouvellent le contrat du Comorien Hamidou

C'est universel. Les connaissances et les compétences sont toujours convoitées et revalorisées. Le cas du Franco-comorien Msadie, spécialisé dans la réathlétisation au Réal Madrid est illustratif. Le retour de l'entraîneur Zinedine Zidane à la tête de ce club d'Espagne marque la fin d'un isolement quasi sabbatique de son compagnon de route, Hamidou. Tous les deux réintègrent, tête haute, le staff technique des Madrilènes.

Les personnes qui disposent des bagages intellectuels confirmés et des compétences sont toujours convoitées. L'exemple de l'entraîneur Zinedine Zidane et de son compagnon de route, le Franco-comorien Hamidou Msadie, originaire de Mitsamiouli-Mdjini, kinésithérapeute et spécialisé dans la réathlétisation des joueurs blessés, avec Réal Madrid reflète bien la thèse. Pour rappel, l'entraîneur des Madrilènes, le franco-algérien Zizou avait

pris une distance avec les Meringués pendant une saison sportive. Ce départ avait sonné le glas de Msadie par rapport au club espagnol. Mais, la reprise du Réal Madrid par Zinedine Zidane, au titre d'entraîneur principal, change la donne. Ce retour à la tête du club est jugé salvateur par Hamidou, souvent désigné dans le site du club, comme entraîneur-adjoint. Cette réintégration met fin à un repos quasi sabbatique du franco-comorien. Tous les deux voient leurs contrats professionnels respectifs renouvelés. Actuellement, ils ont réintégré, tête haute, le staff technique des Madrilènes, et rendent leur responsabilité respective.

Hamidou Msadie, compagnon de route de l'entraîneur franco-algérien Zinedine Zidane, est un homme de terrain. Il a dans son actif une expérience internationale longue et confirmée. En Espagne, il était sous l'encadrement de Zizou avec l'équipe réserve de Réal Madrid. Dans l'Hexagone, il était incorporé dans un staff technique d'une équipe de la Fédération française de football. Il suivait

également les arbitres de l'élite. Le Nordiste Faysoil Moussa, chargé de communication et de marketing de la Fédération de Football des Comores, prêche dans sa paroisse : « On connaît cet enfant de Mitsamiouli, Hamidou Masaidie, avant la médiatisation de son parcours. Il incarne l'honneur de notre ville. Je pense que son intégration dans les Coelacanthes serait une bonne chose. Mais, permettez-moi de vous informer qu'il trace lui-même son chemin, et forge personnellement son avenir. La décision dépendra de la proposition qui sera avancée pour la séduire. Son riche expérience nous sera certainement très utile ». Le rôle authentique de ce Mitsamioulien du Réal Madrid, au titre de kinésithérapeute et du spécialiste de la réathlétisation, est la réadaptation des joueurs blessés. Il les aide à reprendre graduellement les cadences d'un jeu pour pouvoir revenir en forme sur les pelouses.



Hamidou Msadie, originaire de Mitsamiouli-Mdjini au real madrid

Bm Gondet

La Gazette des Comores

Directeur général
Said Omar Allaoui

Directeur de la publication

Elhad Said Omar

Rédacteur en chef

Mohamed Youssouf

Secrétaire de rédaction

Toufé Maecha

Rédaction

A. Mmagaza

M.I.M Abdou

A.O. Yazid

Andjouza Abouheir

Nassuf Ben Amad

Kamal Gamal Abdou

Nabil Jaffar

Chronique Sportive

B.M. Gondet

Mise en page

Abdouchakour Aladi Nourou

Responsable commercial

Mariama Mhoma

Documentation archiviste

Hadidja Abdou

Photographe / Site Web

Mohamed Said Hassane

Impression

Graphica Imprimerie

www.lagazettedescomores.com

Tel: 773 91 21/ 322 76 45



AVIS DE RECRUTEMENT



Le PNUD Comores recrute un(e) Commis à l'Administration et au Registry/ICS-4.

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont prié(e)s de prendre connaissance des termes de référence, et de **postuler** en ligne au liens suivant :

- Poste de Commis à l'Administration et au Registry.

https://jobs.partneragencies.net/erecruitjobs.html?JobOpeningId=31694&hrs_jo_pst_seq=1&hrs_site_id=2

Le délai de soumission des candidatures est fixé au 31 juillet 2020.

Remarques :

- A compétences égales, les candidatures féminines seront encouragées.
- Seuls les candidat(e)s retenu(e)s pour des entretiens seront contactés.

Me Fahmi Said Ibrahim dans le viseur du ministère de la justice

À la demande du ministère de la justice, Me Fahmi risque d'être radié du barreau de Moroni pour avoir critiqué la décision de la Chambre d'accusation qui a accordé une liberté provisoire à l'enseignant coranique qui a violé son élève, une mineure de 12 ans.

Selon nos informations le ministre de la justice a enjoint au procureur général de saisir le bâtonnier pour la radiation de Me

Fahmi Said Ibrahim. Lors d'une intervention à l'ORTC la semaine dernière, l'avocat et ancien ministre de la justice a déploré une décision de la Chambre d'accusation. Celle-ci portait sur la libération de l'enseignant coranique qui a violé son élève, une mineure de 12 ans à Dzahani Tsidjé. L'intervention de Fahmi Said Ibrahim n'a pas été du goût du ministère de la justice. Ordonné par son ministère, le procureur général devrait saisir le

bâtonnier du barreau de Moroni qui, à son tour, réunira le Conseil de l'ordre pour décider du sort de l'avocat mis en cause.

Dans une conférence de presse le week-end dernier, l'inspecteur judiciaire Mahamoud Soilihi a affirmé que c'est le procureur général qui a convoqué la Chambre d'accusation pour statuer sur la liberté sous caution du violeur. Ce qui suppose que le Garde des Sceaux était au courant de la démarche en tant

que supérieur hiérarchique du parquet général. Pour avoir critiqué cette décision, Me Fahmi Said Ibrahim serait reproché d'avoir porté atteinte à l'image de la justice.

Pour rappel en octobre 2019, Me Mahamoudou Ahamada a été entendu par ses pairs, saisis par le procureur général sur une demande de radiation pure et simple après que l'avocat ait dénoncé la « complicité » de la justice sur « les fraudes électorales de mars 2019, alors

qu'il était en lice. Le Conseil de l'ordre avait fini par rejeter la demande du requérant. Le 6 juillet, le chef de l'État a annoncé engager une guerre sans merci contre les agressions et violences faites sur les femmes et les enfants. Un engagement qui devrait à juste titre commencer par une attitude sans complaisance des magistrats dans le traitement de ces affaires de mœurs.

La Rédaction

SOCIÉTÉ

Les résidents de Mayotte coincés à Moroni «refusent de servir de monnaie d'échange»

Empêchés par les forces de l'ordre de se rendre sur le perron de l'ambassade de France pour réclamer leur retour à Mayotte, les résidents de ladite île coincés à Moroni depuis le début de l'année ont tenu une manifestation fugace à Magoudjou, un quartier au centre de Moroni, où ils ont déroulé une banderole sur laquelle on peut lire qu'ils « refusent de servir de monnaie d'échange entre la France et les Comores ».

"Les 500 passagers coincés à Moroni refusent de servir de monnaie d'échange entre la France et les Comores". Ou encore, sur des pancartes, « 7 mois de vacances au lieu de 2 semaines » pour ceux qui sont à Moroni depuis le mois de janvier. « Nous ne voulons pas mourir entre Anjouan et Mayotte » en référence à cette famille périée en mer alors qu'elle tentait de rejoindre Mayotte après plusieurs mois de blocage dans les autres îles indépendantes.

Il faut dire que ces cris d'orfraie sont légitimes. Selon le porte-parole

du collectif, l'ambassade de France à Moroni conditionne leur retour à Mayotte par la reprise des reconduites à Anjouan des Comoriens que Paris considère comme étant en situation irrégulière à Mayotte, île comorienne sous administration française. Du côté du gouvernement comorien, les autorités sont bel et bien disposées à délivrer toutes les autorisations nécessaires pour un vol charter.

Le 13 juillet, veille de la fête nationale française, une centaine de ces personnes avait tenu un sit-in devant l'ambassade de France avec les mêmes réclamations. La chancellerie s'est finalement résolue à recevoir une petite délégation de trois personnes. Les discussions ont fini « en queue de poisson » selon le mouvement, interrogé par La Gazette. Du côté de l'ambassade, le premier conseiller nous a indiqué avoir « précisé à [ses] interlocuteurs que nous avions le sentiment que la situation évoluait favorablement afin de permettre dans un avenir proche à toutes celles et ceux qui doivent retrouver leur foyer à Mayotte de le faire ».



Manif des résidents à Mayotte bloqués à Moroni

Un « avenir proche » perçu comme une éternité pour ces passagers dont quelques-uns ont pris le vol charter d'Ethiopian Airlines d'hier 20 juillet pour rentrer à Paris. De la capitale française ils pourront facilement rejoindre Mayotte. Un voyage qui coûte cher en temps et en argent mais qui « vaut le coup car on

a assez souffert ».

Hier tôt dans la matinée, devant l'ambassade de France où devaient se réunir les manifestants, les forces de l'ordre avaient déjà quadrillé la zone. Réunis à la place de l'indépendance, leur point de repli, ils sont formellement interdits de tout attroupement de quelque nature que ce

soit. Ils ont réussi à passer entre les mailles du filet des forces de l'ordre pour se réunir de nouveau à Magoudjou, où la manif n'a duré que deux petites minutes. Le collectif ne compte pas abdiquer le combat mais veut éviter, à entendre les représentants.

AA

CORONAVIRUS :

À Moroni, on porte le masque pour éviter l'amende

Le ministre de l'intérieur a fixé une amende de 7500 FC pour le non-port du masque dans l'espace public. Dans la capitale, la majorité des gens porte le masque pour échapper à l'amende.

Ils sont nombreux à porter leur masque depuis le 13 juillet dernier sous peine de se voir infliger une amende de 7500 de nos francs. Hommes et femmes, tous portaient le masque chirurgical ou artisanal. Certains ont essayé de braver l'interdiction mais avaient entêté une certaine réserve. « Nous ne portons les masques que pour échapper à l'amende de 7500 Kmf. C'est pour cela que nous les gardons dans nos poches jusqu'à ce que nous apercevions un policier pour le met-

tre », nous concède ce brocantier rencontré au petit marché de Moroni.

Du côté de la circulation, les gendarmes et policiers ne chôment plus pour faire respecter les mesu-

res. Chaque voiture est contrôlée ainsi que les passagers. Ce qui irrite les conducteurs, l'obligation de porter le masque alors que l'on est seul dans sa voiture. « Je suis seul dans ma voiture et on me demande de

porter un masque. Pour quel objectif », s'interroge Salim Ibrahim, avant d'ajouter que « c'est la décision de trop ». D'ailleurs, au sein d'un véhicule, est-ce de l'espace public ?

Aujourd'hui, la majorité des pays du monde impose le port du masque dans les lieux publics pour arrêter la propagation du virus. Les Comores n'ont pas dérogé à la règle. Toutefois, force est de constater qu'il y a un relâchement des mesures barrières ô combien nécessaires. « Le port du masque va permettre d'arrêter la propagation du virus. Si certains le portent par crainte de l'amende, moi je le porte pour me protéger contre la Covid-19 car la maladie est toujours là », lance Safina, une étudiante.

Pour le gouvernement, la déci-

sion de porter un masque est plus que nécessaire pour sauver des vies et éviter la chaîne. Rappelons que la transmission du virus se fait par un « contact étroit » avec une personne déjà contaminée, par l'inhalation de gouttelettes infectieuses émises lors d'éternuements ou de toux par la personne contaminée. Cela revient à dire que la personne qui conduit sa voiture en étant seul n'est pas obligée de porter un masque. Et pour éviter un certain nombre de maladies, il est recommandé d'enlever de temps à autre le masque pour respirer un bon coup. Pourvu que les policiers, connus par leur excès de zèle, comprennent cela.

Andjouza Abouheir



Port du images anti covid



UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement

MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE

Banque Centrale des Comores

Projet d'Appui au développement du Secteur financier « P166193 »

Appel à candidature pour le recrutement d'un Responsable chargé de la communication, et de sauvegardes Environnementale et Sociale (RCSES) du projet PADSF

Date de l'avis : 10 Juillet 2020

1. Contexte

Le Gouvernement de l'Union des Comores a sollicité un financement de 20 millions de dollars, auprès de l'Association Internationale de Développement (IDA) pour financer le coût du projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (PADSF – P166193). L'Union des Comores a reçu une partie de ces fonds dans le cadre de la phase préparatoire du projet et a l'intention d'utiliser une partie de cette avance pour effectuer les paiements autorisés au titre du contrat suivant : Responsable chargé de la communication, et de sauvegardes Environnementale et Sociale. (RCSES) afin de compléter l'équipe de l'Unité de Gestion.

2. Objectif du projet

Ce projet d'investissement est conçu pour soutenir le développement du secteur financier compatible avec une croissance inclusive. Plus précisément Le Projet d'appui au développement du secteur financier (P166193) vise à accroître l'efficacité de la prestation de services financiers pour l'inclusion financière des ménages et des petites et moyennes entreprises PME ainsi que la stabilité financière dans l'Union des Comores.

3. Description du Projet

Les principales composantes du Projet, qui correspondent à un investissement total évalué à US\$ 20 millions sont les suivantes :

Composante 1 : Développement de l'infrastructure du système de paiement et inclusion financière

- Automatiser les transactions interbancaires et développer l'interopérabilité des paiements numériques
- Faciliter l'accès et l'utilisation des services financiers numériques

- Promouvoir la stabilité et l'intégrité financière pour stimuler l'usage des services financiers

Composante 2 : Gestion de projet

- Gestion de Projet

4. Description du Poste

Sous la supervision de la Coordonnatrice Nationale du projet d'inclusion financière aux Comores, le/la chargé(e) de la communication et de sauvegarde environnementale et sociale travaillera en étroite collaboration avec toutes les entités chargées de la mise en œuvre du projet.

La personne sélectionnée aura comme mission d'apporter un appui au projet dans la conceptualisation, le développement, la supervision et l'appui à la mise en œuvre de la stratégie de communication et de l'observance des normes environnementale et sociale applicables au projet (conformément au Cadre environnemental et Social de la Banque

Mondiale et du cadre juridique national).

Il/elle aura à charge d'accroître la visibilité des activités menées dans le cadre du projet, mais également de coordonner les mesures d'actions visant à sensibiliser toutes les parties prenantes avec comme principaux objectifs :

- Appui à la mise en œuvre du projet ;
- Plaidoyer auprès de toutes les parties prenantes du projet : banques, institutions financières, moyennes et petites entreprises, les populations vulnérables exclues du système financier de base, les agriculteurs, la diaspora et surtout les organisations publiques et de la société civile.

5. Durée du travail du consultant :

La durée du contrat est de 3 mois renouvelable après confirmation de la qualité de travail fourni.

6. Profil du Consultant :

Le poste est ouvert à toute personne ayant un statut de résident. Les personnes intéressées peuvent obtenir des informations complémentaires ou se procurer **des termes de référence** à l'adresse mentionnée ci-dessous du Lundi au Vendredi et aux heures suivantes : du lundi au jeudi : de 8 heures 30 minutes à 14 heures 30 minutes et du vendredi au samedi : de 8 heures 30 minutes à 11 heures 00 minutes (heure locale) ou sur le site web www.banque-comores.km .

7. Le Consultant (**Consultant Individuel**) sera sélectionné en accord avec les procédures de la Banque Mondiale définies dans **les règlements passation des marchés pour les emprunteurs sollicitant le financement de projets d'investissement de juillet 2016**.

8. Les personnes intéressées peuvent obtenir des informations complémentaires ou se procurer **des termes de référence** à l'adresse mentionnée ci-dessous du Lundi au Vendredi et aux heures suivantes : du lundi au jeudi : de 8 heures 30 minutes à 14 heures 30 minutes et du vendredi au samedi : de 8 heures 30 minutes à 11 heures 00 minutes (heure locale).

9. Les manifestations d'intérêt, constituées : **i) d'une lettre de motivation, ii) d'un Curriculum Vitae détaillé faisant ressortir les qualifications et l'expérience du Candidat et iii) des copies des diplômes, attestations et/ou certificats de travail, Les coordonnées de 3 personnes références etc.**, doivent être déposées au standard de la Banque Centrale des Comores – Place de France – Moroni – Tel : 773 10 02 - Poste 173 , au plus tard **le Jeudi 24 Juillet 2020 à 10 heures 00 min, heure locale de Moroni – Union des Comores** à l'attention de Madame la Coordinatrice Nationale et portant la mention: « **Responsable chargé de la communication, et de sauvegardes Environnementale et Sociale du projet PADSF** »